Épreuve de Anglais (traduction).

Il vaut mieux dépenser l'aide au développement dans les pays
paucres et bien gouvernés. Ce n'est pas là qu'elle va.

Il n'y a pas si longtemps le Malawi était un champion des
donneurs. Effroyablement pauvre et ravagé par le Sida, il en
avait bien besoin ; et avec seulement dix-sept milliard d'habitants,
sa situation aurait pu être sensiblement améliorée par une vague
d'aide au développement. Mieux encore, il était plus ou moins démocra-
tique et sa dirigeante, Joyce Banda, était reçue à Westminster
et à la Maison-Blanche. En 2012, les pays occidentaux devaient
1,17 milliard de dollars sur ce pays, et l'aide étrangère représen-
tait 28% du revenu national brut.

d'année suivante, des fonctionnaires, des hommes d'affaires et des politiciens corrompus ont détourné au moins 30 milliards de dollars du Trésor du Malais. Un fonctionnaire qui enquêtait sur ces vols s'est fait tirer dessus trois fois (il a survécu, par miracle). L'Allemagne a annoncé qu'elle participerait au financement d'une enquête; plus tard, des cambrioleurs se sont introduits dans la maison d'un fonctionnaire allemand et ont volé des documents en lien avec ce scandale. Le Malais n'est plus un chouchou des donateurs. Il ressemble aujourd'hui à un amant qui s'accroche, et que l'on quitterait s'il n'était pas à ce point dans le besoin. Il reçoit toujours beaucoup d'aide étrangère (330 milliards de dollars en 2014), mais les donateurs

veillent à ce que le Gouvernement ne mette pas les mains sur l'argent.

L'aide étrangère peut faire des miracles. Elle a mis la Corée du

sud et Taïwan sur le chemin de la prospérité, elle a contribué à

l'éradication de la peste dans les années 1970 et a presque élimi-

né la poliomyélite. Malheureusement, comme en témoignent le cas du

Malawi, elle risque d'être captée par des excroissances. L'aide au dévelo-

pement peut aussi peser comme un fardeau sur des administrations

trop faibles, introduire des distorsions sur les marchés, renforcer des

dictateurs et contribuer à la prolongation de guerres civiles. Les contri-

buaux des pays riches n'aiment pas que leur argent soit dépensé

en Mercedes-Benz. Les donateurs s'efforcent donc d'envoyer une

aide appropriée dans les endroits où elle-ci fera le plus de bien.

Comment s'y prennent-ils ?

Il y a une dizaine d'années les gouvernements riches comme pauciers,

ont entrepris de définir ce qu'est une bonne aide au

développement. Ils ont déclaré que l'aide devrait être destinée à

améliorer le sort des pauvres - et pas, de façon implicite, à soutenir des dictateurs alliés ou à obtenir des marchés pour les exportateurs. Elle devrait être condamnée ; ainsi, comme le dit William Easterly de l'Université de New York, "les pauvres ministères de la santé se retrouvent avec des dizaines de documents différents et des dizaines de formulaires différents à remplir." Elle devrait être transparente. Là où c'est possible, elle devrait passer par les gouvernements. Ce sont des idées ambitieuses, qui reflètent l'époque à laquelle ils ont été définis : la Guerre froide était finie et l'Occident avait beaucoup d'argent. Pourtant, ils sont pertinents. Les observations de l'aide au développement, qui débattent âprement pour savoir si le monde a besoin de plus ou de moins d'aide étrangère, sont globalement d'accord avec eux. Ils ont tendance à ajouter que l'aide devrait aller aux pays relativement libres et bien gouvernés.

À l'heure où à peu près tous les critères, l'aide étrangère est un échec.

Épreuve de Anglais (traduction)

Elle est aussi coordonnée qu'une bagarre générale. Une bonne partie ne va ni aux populations pauvres ni aux pays bien gérés, et d'après certaines évaluations le ciblage est en train d'empirer. Les donateurs tentent de récompenser les régimes corrects et de punir les mauvais, mais leurs efforts sont contrecarrés par d'autres pays et par leur propre impatience. Il est incroyable qu'autant de gens brillants et bien intentionnés aient créé un tel désordre.

d'aide au développement officielle, qui inclut les dons, les prêts, l'assistance technique et les annulations de dette, s'élève à environ 130 milliards de dollars chaque année.